



La voix off de la centrale

C'est parce que c'est Notre bien qu'on ne le laissera pas nous le prendre

Sommaire

Page 1

Édito : On peut
le faire !!!

Page 2

Ce que
Nous demandons
!!!!!!!!!!!!

Page 3

Le 9 avril

Page 4

Plus gogols que
Google ?

Pour faire face, nous avons un outil, le syndicat, - et plus il sera fort, et cela dépend de vous, non seulement à l'occasion des élections aux CAP, CCP et CT, mais aussi en rejoignant la CGT Culture, mieux il pourra, avec vous, faire en sorte que les choses bougent dans le bon sens, en pesant sur des décisions prises trop souvent sans concertation, au détriment des conditions de travail et pour des actions insatisfaisantes dans les champs que l'action du ministère recouvre.

ON PEUT LE FAIRE !!!

Édito

Époque de grands changements, de grandes incertitudes, de grands dangers.

Les discours qui accompagnent les réformes faites et celles à venir, en cherchant à nous faire croire qu'elles sont les bases d'un futur meilleur, ressemblent à l'optimisme de quelqu'un qui tombe du trentième étage d'un immeuble et qui, arrivant au niveau du deuxième étage, s'exclame : «Jusqu'à maintenant tout s'est bien passé. Je suis sûr que le ciel s'éclaircira.»

Notre futur c'est nous qui devrions le construire chaque jour. Mais, aujourd'hui, c'est encore plus indispensable.

Au MCC, et en administration centrale, bien sûr ! Ça urge. Il nous faut peser de tout notre poids pour inverser la tendance, construire un rapport de force constructif pour des solutions en rupture avec la logique de nos politiques mortifères. Forgeons des enthousiasmes, car la culture est vie.

La réforme des régions, le 7 sur 7 des musées, etc., tout cela se fera sur le dos de la centrale : on commence déjà à le voir transparaître dans la réorganisation de la DGCA.

Mais on peut le faire, on peut encore renverser les tendances en se mobilisant pour redonner un sens à notre travail, à nos métiers et à nos missions pour reconstruire notre Ministère que beaucoup, avec constance et acharnement, continuent à détruire.

Tous ensemble, titulaires et contractuels, en mettant de côté les rivalités vaines, mais bien trop entretenues par des décisions administratives qui cherchent à diviser pour rendre plus faibles.

Il est encore temps d'entreprendre la reconstruction, de conquérir plus de droits et de nous donner un avenir meilleur.

On peut le faire, mais il faudra que chacune et chacun assume ses responsabilités et se mobilise.

A commencer par le 9 avril : un premier jour, une première mobilisation pour lancer un mouvement qui continuera bien après cette date et qui voudrait surtout redonner sa place et sa dignité au ministère de la Culture, aux politiques culturelles et à nous tous, qui travaillons pour ça.

**ALORS ON PEUT LE FAIRE !
GENS QUI AIMEZ LA CULTURE ET VOTRE METIER :
TOUS DANS LA RUE LE 9 AVRIL !!!**

Jean Paul Leonarduzzi
Secrétaire de la Section des administrations centrales

CE QUE NOUS DEMANDONS ! ! ! ! ! ! ! ! ! !

Trop de choses, pensent à coup sûr certains, revendications irréalistes voire irresponsables pensent d'autres ! Dans le contexte actuel, de crise économique, et de contraintes budgétaires drastiques...certes !

Et pourtant en 2014 les entreprises du CAC 40 ont versés près de 40 milliards d'€ de dividendes, la part des dividendes dans la valeur ajoutée est passée de 5% en 1981 à 25% en 2009, la fraude fiscale est estimée à près de 80 milliards d'€ par an ... les richesses existent donc bel et bien ! C'est donc bien une question de choix politiques.

Parce qu'il est inacceptable de subir une perte de pouvoir d'achat considérable

Les plus petits salaires sont impactés douloureusement par cette perte de pouvoir d'achat ; agents de catégorie C étaient payés en 1986 15 % au-dessus du SMIC ce qui n'est plus le cas aujourd'hui. Les autres catégories sont aussi impactées : la catégorie B : de 24 % au-dessus du SMIC, le premier échelon ne lui est plus supérieur que de 4 % ; et pour ce qui est du début de la catégorie A, l'écart est encore plus grand : de 63 % au-dessus du SMIC il n'est plus que de 18 %. On assiste aujourd'hui à une smicardisation de l'ensemble des catégories et un tassement indiciaire stupéfiant. équence : en 2015, nous travaillons tous un mois et demi par an gratuitement !!

LA CGT-Culture revendique :

- un dégel immédiat de la valeur du point du point d'indice et un rattrapage des pertes de pouvoir d'achat ;
- une augmentation de la valeur du point d'indice ;
- une mesure d'urgence exceptionnelle qui permette aux agents de partir avec une retraite au moins au SMIC.

Et aussi :

- l'intégration des primes constituant un complément salarial dans le traitement ;
- l'intégration des primes dans l'assiette de cotisations de retraites ;
- transparence et d'équité dans l'attribution des primes ;
- abrogation de la RIFSEEP, nouveau régime indemnitaire qui généralise la part variable, la trique et le fric !

Parce qu'il est inacceptable de voir les déroulés de carrière bloqués

Rien ne justifie :

- que 58 % des agents de la filière administrative soient en catégorie C et 22 % en catégorie B ;
- que 75 % des agents d'accueil et surveillance soient dans les échelles 3 et 4 de la catégorie C ;
- que dans la filière recherche, au regard des missions de recherche du ministère, les agents de cette filière ne soient plus que 500, dont 62 % ont plus de 50 ans ;
- que les techniciens de recherche voient leur

carrière laissée à l'abandon, sans être entrée dans le nouvel espace statutaire (NES) et que leur régime indemnitaire relève de l'indécence comparé aux autres corps.

La CGT-Culture revendique

- des corps à 2 grades maximum ;
- un plan de repyramidage et notamment de la filière administrative. Le ministère propose le passage de 250 agents de C en B et de 100 de B en A sur cinq ans. C'est déjà ainsi reconnaître la réelle dévalorisation des métiers de cette filière ; mais c'est aussi notoirement insuffisant.
- le repyramidage des techniciens de recherche en catégorie A pour ceux exerçant des fonctions supérieures et le recrutement en toute urgence d'emplois dans les corps de B et A de la filière recherche afin de garantir les prérogatives et missions de recherche du ministère.
- en attendant la création de corps à deux grades, l'épuisement des échelles 3 et 4, à commencer par la filière d'accueil, surveillance et magasinage.

Parce qu'il est inacceptable que règne un climat de méfiance et concurrence entre titulaires et contractuels du MCC

La précarisation des revenus et du déroulé de carrière touche aussi les agents contractuels du MCC. Tout le monde est concerné ! Fonctionnaires comme contractuels la rémunération de l'ensemble des agents est basée sur la valeur du point d'indice. Désormais tous les agents contractuels ont un salaire non plus horaire mais calculé à partir d'un indice. Ce qui fait de la lutte pour les salaires une bataille commune.

La loi Sauvadet prévoit un meilleur encadrement du recours au contrat, amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels, la levée des dérogations dans les établissements dérogatoires ouvrant ainsi, à qui le souhaite, le processus de titularisation. Une négociation a débuté au MCC à l'initiative de la CGT ; le ministère l'a sabordée...La situation ne peut plus durer.

La défense et la promotion d'un service public de qualité passe par la dé-précarisation, la reconnaissance et la valorisation des carrières des agents et l'application d'une même règle de recrutement et déroulé de carrière pour tous.

Pour la CGT-Culture, le « retour à la règle » c'est :

- maintenant !
- garantir, aux laissés pour compte de la loi Sauvadet, un accès massif à un nouveau plan de titularisation, et dans l'attente, la sécurisation de leur parcours professionnel ;
- lever les dérogations à l'emploi titulaire pour les établissements dérogatoires et permettre l'accès à la titularisation des 5 000 contractuels concernés ;
- obliger le ministère à ouvrir un nombre de postes aux concours pour les besoins permanents du service public ;
- empêcher les employeurs publics à recourir aux contrats sur les besoins permanents en toute illégalité.

Pour sortir de cette spirale infernale, la CGT-Culture revendique :

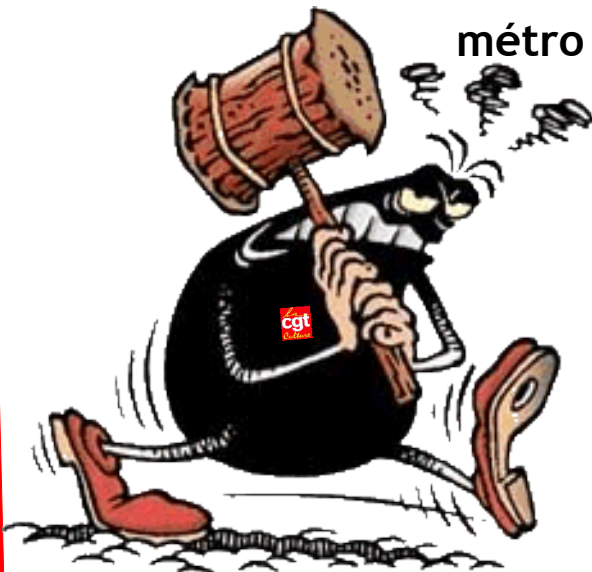
- le concours comme garant de l'égalité d'accès aux emplois publics pour éviter les recrutements de gré à gré et ainsi les dérives de clientélisme et de favoritisme ;
- l'ouverture de concours, y compris réservés, et examens professionnels pour pourvoir l'ensemble des besoins permanents ;
- l'ouverture de concours et examens professionnels tous les deux ans et l'établissement de liste complémentaire ;
- l'accès des jeunes sans diplôme à la Fonction publique.

Arrêtons le rififi entre « contractuels et titulaires » qui nous lèse tous et luttons tous ensemble !!!

LE 9 AVRIL

**Sous les fenêtres de la Ministre
Rassemblement de tous les personnels aux colonnes de Buren
à 12 heures prise de paroles syndicales**

**Manifestation nationale le 9 avril
rdv cortège Culture devant la Manufacture des Gobelins
à 13 heures 42, avenue des Gobelins,
métro ligne 7-Gobelins**



**ON PEUT LE FAIRE !!!!!
TOUTE LA CULTURE DANS LA RUE !!!!!**

Plus gogols que Google ?

Que nous apprennent les entreprises du numérique sur l'organisation du travail ? Devant l'extrême popularité des GAFAs, on se dit qu'il y a peut-être un enseignement à tirer de cet engouement. On connaît ces grands bâtiments aux spacieux bureaux dans lesquels des « équipes projet » travaillent ensemble à des objectifs communs, porteurs de sens, portés par la joie d'innover sur fond de révolution anthropologique. On pourrait objecter qu'il s'agit d'une image d'un bonheur professionnel radieux, aux couleurs d'un maoïsme revu et corrigé, où planification du travail et lieu de vie se conjuguent pour le bien de tous, employés et actionnaires. Mais force est de constater que nous vivons dans nos administrations d'État, l'exact opposé dans nos conditions de travail.

Certes, peu d'entreprises peuvent prétendre être des lieux de vie autant que de travail mais les agents de l'administration, vieille dame autoritaire, se battent quotidiennement contre le manque de moyen matériel et humain pour des objectifs toujours plus abscons et prétentieux avec beaucoup de grands principes mais détachés du réel. Les chartes sont des vœux pieux, il n'y a plus d'argent, associations et festivals disparaissent laissant le champ libre à l'inculture, l'ignorance et les formes les plus abjectes d'intolérance. A ce manque de moyens, on devrait opposer un besoin crucial d'innovations, de créativité et de fraternité humaine pour compenser l'insuffisance des crédits. Mais comment faire alors quand tout le système repose sur une organisation purement verticale, une colonne vertébrale hiérarchique incapable de la moindre souplesse, qui projette son ombre menaçante sur toute velléité de dynamisme, d'ouverture à l'extérieur, de propositions de la part des agents. Il faut être enthousiaste dans l'obéissance !

L'administration participative est un oxymore. Ici on gère au jour le jour (la pénurie), on ne crée pas, on n'innove que dans l'économie de personnel, la bi-compétence, la revue des missions et la ... communication. L'édifice ne tient que par sa seule ossature hiérarchique, qui barre l'horizon du sens, qui prive l'agent du sentiment qu'il sert véritablement à *quelque chose*. Ici, s'épanouissent les petits et grands pouvoirs, les ambitions personnelles, le règne des parapheurs et des circuits de validation qui prouvent, s'il en était besoin, que tout cela est *utile et important*.

Pas de transversalité réelle puisque tout est cloisonné, pas d'organisation horizontale où tous seraient à égalité dans un projet ou une mission à défendre. L'organigramme verrouille tout ce joli monde. Il faudrait penser à la nuance organisationnelle entre chef de bureau (ou tout autre dénomination hiérarchique dont l'administration a le secret) et chef de projet par exemple : fonctionnement par l'autorité contre fonctionnement participatif. Mais une solution à court terme a été trouvée, il s'agit de s'employer à dénier la réalité par la beauté ravageuse d'une communication ministérielle, là où tout n'est qu'ordre et volonté, implication, pacte et austérité. Bref, l'agent fait son deuil pour ne pas périr lui-même symboliquement. Il fait comme il peut. Des injonctions contraires (être dynamique et ne pas bouger, obéissant et créatif, faire plus avec moins...), il cherche un peu plus loin le sens, ailleurs, plus loin, plus tard.

A quand l'administration du XXI^e siècle ?



**AGENTS DE CENTRALE
N'HESITEZ PAS
A NOUS CONTACTER,
A ADHERER**

sdac.cgt-culture@culture.gouv.fr
01 40 15 51 70/51 74

cgt-culture : <http://www.cgt-culture.fr>

sdac : <http://www.cgt-culture.fr/spip.php?rubrique292>

adhésion : <http://www.cgt-culture.fr/spip.php?rubrique8>

